



Déclaration de la FSU Marne CDEN du lundi 19 mars 2018

Après des décennies d'un travail de sape de tous les instants pour transformer définitivement notre société de citoyens liés par un contrat social, moral et historique : liberté, égalité, fraternité en une société d'individus liés par des contrats économiques et soumis à la concurrence de chacun contre tous, le gouvernement actuel semble vouloir être celui qui achèvera la vilaine besogne.

Dressons à grands traits la recette exclusive de ce processus déjà mis en œuvre dans de nombreux pays pour transformer de nombreux services publics :

1. Asphyxiez économiquement l'activité (à feu doux de préférence, nous conseillons une note de l'OCDE qui précise qu'ainsi, les usagers s'habituent sans s'insurger à la lente détérioration)

N'hésitez pas à lever le pied quand la contestation sociale devient trop forte.

Reprenez l'étranglement dès que la tempête est passée. (Le mois de juillet est idéal pour prendre de telles décisions)

2. Diffusez lentement et patiemment le novlangue néolibéral qui s'empare petit à petit de chaque pan de l'activité sociale pour la conformer au projet final (Autonomie ; responsabilité ; projet ; contrat ; ...). Cette pensée magique qui tourne en boucle sur toutes les antennes, y compris syndicales parfois, affirme, alors que toute l'histoire de l'humanité le dément, que seul l'individu libéré de tout contrat moral et social et uniquement tendu vers son intérêt économique propre se donne pleinement au travail et fait progresser la société. C'est ce beau « progrès » auquel nous assistons depuis des décennies et que quelques esprits chagrins nomment crise écologique, crise morale, crise sociale et anomie généralisée.

3. Réformez sans cesse. Secouez le cocotier pour bousculer les travailleurs. Qu'ils en viennent à douter de leur propre expertise et de leur propre professionnalité. Secouez encore et provoquez de longues réunions où l'on se demande, dans le blanc des yeux et avec angoisse, si on sera à la hauteur de cette nouvelle réforme que personne ne comprend vraiment. En revanche, si les travailleurs s'emparent de la réforme, changez la réforme et secouez de nouveau !

4. Soufflez le chaud et le froid. Annoncez brutalement. Observez la réaction. Reculez éventuellement. Contournez, toujours. C'est un long travail d'usure qu'il faut mener.

5. Et pour terminer, divisez, divisez, divisez ! Offrez des avantages aux premiers convertis. Dites « rémunération au mérite » et vous aurez tous les médiocres dans la poche. Menez une lutte sans pitié vis-à-vis des réfractaires. Accusez-les de conservatisme. Répétez-leur qu'ils sont dépassés.

Si nous rappelons tout ceci, c'est qu'il semble, comme nous l'avons dit plus haut, que le nouveau gouvernement affiche, ces temps-ci, de nettes intentions de passer en force. Il imagine probablement que les enseignants sont suffisamment usés, après presque 20 ans de lutte, et que beaucoup sont même acquis au langage et à l'idéologie néolibérale. Il se trompe et il trouvera la FSU sur son chemin. Certes, la lutte a laissé des traces et n'est pas pour rien dans le sentiment de mal-être qui gagne la profession. 20 ans de réforme permanente et de vigilance de tous les instants, ça use ! Ça use mais ça donne aussi le temps d'observer. D'observer que partout dans le monde, ce processus a mené, sans une seule exception, à un nouveau service dont le souci de rentabilité a conduit à servir différemment le riche et le pauvre et à partout renforcer la reproduction et l'aggravation des inégalités sociales.

Ce qui ne surprendra que ceux qui continuent à croire, malgré tous les démentis en acte, aux discours lénifiants du gouvernement en place et de ses prédécesseurs.

Concernant la rentrée prochaine dans les collèges marnais, le choix a été fait d'un étranglement très sensible de l'activité. La montée en flèche des effectifs se traduira concrètement par une véritable violence institutionnelle faite à tous nos enfants, et surtout aux plus fragiles d'entre eux.

C'est probablement que notre Ministre, qui se réclame du pragmatisme et de la science, a oublié de lire les nombreuses études disant à quel point la réduction des effectifs est un facteur essentiel de réduction des inégalités sociales de réussite scolaire. Ou alors qu'il considère que la science ne vaut que lorsqu'elle est conforme au projet néolibéral qu'il s'est fixé depuis bien longtemps. Ou alors que la volonté de réduire durablement les inégalités sociales n'est qu'un discours de façade.

Toujours est-il que cette violence faite aux enfants va rejaillir évidemment sur les personnels qui s'apprêtent, depuis l'annonce de la coupe budgétaire, à vivre une année très difficile physiquement et psychologiquement. Lorsqu'on entend les personnels des EHPAD s'avouer à eux-mêmes et aux autres, comme un immense cri de douleur, qu'ils sont devenus les instruments malgré eux d'une « maltraitance institutionnelle » envers nos aînés qui leur sont confiés, force est pour nous d'admettre que nous, enseignants, devenons, chaque année un peu plus, du fait des choix politiques, les instruments d'une certaine « maltraitance institutionnelle » en direction de nos enfants.

Si encore, le discours était : « Mesdames et messieurs les enseignants, la Nation n'a pas les moyens de faire mieux pour ses enfants. Nous vous faisons de ce fait totalement confiance pour mener, comme vous le pouvez, votre mission essentielle ! ». Mais non, ce serait oublier qu'il s'agit d'une stratégie globale que nous avons décrite plus haut. Il faut donc réformer encore et culpabiliser en contraignant, par exemple, les établissements à établir un « contrat d'objectifs » pour dégager des « axes de progrès ». Ben voyons ! Coupons trois doigts au pianiste et demandons-lui lors de son entretien annuel quel projet il peut bien construire pour améliorer sa pratique. Il a l'air abattu devant l'absurdité de la situation ? C'est bon signe. Secouez encore !

Dans les lycées, c'est une réforme sans concertation, opaque et précipitée qui se conduit dans une impréparation totale : tant pis pour les élèves qui en feront les premiers frais et tant pis - ou tant mieux selon le point de vue - pour les enseignants qui s'épuisent dans cette course de vitesse imposée et qui ont le sentiment là encore de perdre un peu plus la main sur la définition de leur métier. Secouez encore !

Violence budgétaire, violence managériale, la recette est appliquée à la lettre.

Que dire enfin, dans cette perspective, de l'avenir très sombre qui plane au-dessus de la tête des agents territoriaux, en particulier de ceux – en fait essentiellement de celles – qui s'occupent de l'entretien des locaux. L'asphyxie économique, dans ce domaine, a été terrible. Les agents actuellement en fonction sont épuisés physiquement et psychologiquement. C'est une véritable honte collective que nous portons ici. Et la tentation est, chaque jour, un peu plus forte d'externaliser cette honte par la signature d'un contrat économique, nous y voilà, avec une de ces nombreuses entreprises d'esclavage moderne qui fleurissent actuellement sur les successifs aménagements du code du travail.

Jeudi prochain donc, nous serons dans la rue pour dire que nous ne sommes pas d'accords avec ce modèle de société contre-démocratique où le marché seul, c'est-à-dire une poignée d'individus, décide de ce qui vaut pour nos vies et donc pour l'organisation sociale dans son ensemble.

Après la réforme du travail défavorable aux salariés du privé et des mesures sociales et fiscales en faveur des plus riches, c'est aujourd'hui aux fonctionnaires et à la Fonction publique que le gouvernement a décidé de s'attaquer.

Après le retour du jour de carence, le gel du point d'indice et le report d'un an de mesures de PPCR, les annonces du gouvernement sont particulièrement inquiétantes : plan de départs volontaires, « assouplissement » du statut de fonctionnaire, rémunération au mérite... le tout sur fond de suppression de 120 000 postes de fonctionnaires sur le quinquennat.

Le seul objectif de ces mesures est bien de réaliser des économies budgétaires. Cela passe par la suppression de postes de fonctionnaires, par la privatisation de services publics ou leur externalisation, ainsi que par la baisse de la rémunération des fonctionnaires.

Le 22 mars, la FSU sera aux côtés des salariés de la Fonction publique pour s'opposer aux dégradations envisagées et promouvoir des services publics de qualité sur tout le territoire, assurés par des fonctionnaires

mieux reconnus et rémunérés.

Concernant le premier degré, le budget 2018 adopté par le parlement prévoit la création de 3 881 postes à la rentrée prochaine. Le ministère a fait le choix de les consacrer exclusivement à la poursuite du dédoublement des classes en CP en REP et CE1 en REP+ voire en REP. Conjuguées à une baisse du nombre d'élèves, ces créations auraient dû être l'occasion de diminuer les effectifs dans toutes les écoles où les classes sont surchargées, d'améliorer le remplacement, de développer le plus de maîtres, les RASED, la formation des enseignants...

Le SNUipp-FSU réclame un effort sur l'ensemble des classes du pays : pas plus de 25 élèves par classe et pas plus de 20 en éducation prioritaire.

En effet, la taille des classes a des influences sur les conditions de travail des enseignants et la réussite des élèves. Elle permet plus aisément le travail sur le langage dès la maternelle et jusqu'au cycle 3, le travail de groupes, les manipulations (mise en œuvre de la vraie méthode de Singapour par exemple) ainsi que le suivi de chaque élève.

De plus, comment réussir le pari exigeant de l'école inclusive avec des effectifs de classes importants !

Quand on les interroge, c'est le premier sujet de préoccupation des enseignants.

La dotation positive de l'académie de Reims pourrait passer pour généreuse, mais il n'en est rien étant donné la spécificité et les besoins de celle-ci.

Le SNUipp-FSU dénonce la faiblesse de la dotation de la Marne au regard des besoins de notre département.

Une première conséquence est que le dédoublement des CP en REP et CE1 en REP+ ne peut se faire que par la suppression du dispositif « plus de maîtres ».

En effet, les postes « plus de maîtres » sont supprimés dans les écoles maternelles en éducation prioritaire qui bénéficiaient de ce dispositif et sont réouverts dans les écoles élémentaires ou primaire en éducation prioritaire afin de permettre les dédoublements. Comme ce n'est pas suffisant, les postes « plus de maîtres » qui fonctionnaient dans les écoles élémentaires et primaires de l'éducation prioritaire sont « réattribués » pour les dédoublements.

Le dispositif PDMQDC est donc, à quelques rares exceptions, définitivement supprimé dans notre département, comme sur le reste du territoire, sans qu'aucune évaluation n'en ait été faite.

Cet empressement à détricoter ce qui a été fait avant, sans même une évaluation de l'existant, contredit les principes de méthode énoncés par le Ministre.

Le SNUipp-FSU insiste sur l'intérêt de ce dispositif et persiste à demander que les postes soient maintenus partout où les écoles en font la demande.

Une deuxième conséquence est le trop grand nombre d'écoles qui, suite au CTSD du 14 février, ne se voit pas proposer une ouverture, leur situation étant « à suivre » ou... pas.

Nous interviendrons à nouveau au cours de ce CDEN pour défendre le bien-fondé de l'ouverture d'une classe sans attendre davantage, ces écoles fonctionnant souvent depuis la rentrée de septembre avec des effectifs pléthoriques. Il n'est que temps de les rassurer ainsi que l'ensemble de la communauté éducative sur les conditions d'enseignement concernant l'année scolaire à venir.

L'évolution des temps de décharge proposée dans notre département va dans le bon sens, mais, là encore, seule les directrices et directeurs d'éducation prioritaire en profiteront.

Pourtant, la perte des EVS et la surcharge de travail concernent plus que jamais tous les collègues exerçant sur des postes de directions.

Nous avons longuement évoqué ce point dans notre déclaration liminaire lors du CDEN du 8 décembre 2017 tant sur le plan du préjudice causé aux personnels « contrats aidés » qu'au fonctionnement des écoles. En effet, les tâches des directrices et directeurs s'en trouvent alourdies (certaines concernant la sécurité devenant irréalisables) et leurs conditions de travail dégradées.

La restauration des RASED ne sera pas non plus concrétisée, lors de cette carte scolaire, dans notre département.

La formation continue demeure en déshérence et nous sommes loin des 100 heures annuelles en vigueur à ... Singapour, par exemple.

Concernant le remplacement, il était nécessaire d'augmenter le nombre de titulaires remplaçants pour assurer une réelle continuité du service public d'éducation et ne pas laisser les enseignants des écoles exercer dans des conditions intolérables lorsqu'un collègue n'est pas remplacé et ses élèves répartis. Le redéploiement de postes de brigades et la transformation de postes de ZIL et de BDFC en brigades n'améliorera en rien cette situation.

Nous avons cependant pris acte de la volonté de Monsieur l'Inspecteur d'académie de créer quelques postes de remplaçants à l'issue de cette carte s'il lui reste des moyens.

Au regard des besoins en postes pour les écoles, nous émettons quelques doutes sur la faisabilité de ces créations.

Pour terminer cette déclaration, La FSU Marne tient à souligner qu'elle déplore le soutien apporté par la municipalité de Reims à la création d'une école hors contrat « Espérance banlieue » implantée, qui plus est, à proximité immédiate de locaux scolaires d'une école publique. Outre le fait que les enseignements dispensés ne suivent pas les programmes scolaires, les valeurs morales profondément rétrogrades de ces écoles, mettant en œuvre une stratégie missionnaire et prosélyte, sont à l'opposé des valeurs que nous défendons.